

WILSON CAPITULE EN RHODÉSIE

UNE colonie qui se déclare indépendante, ce n'est pas dans le cas de la Rhodésie un progrès de l'humanité, mais une manifestation de la réaction la plus forcenée pour tenter de maintenir une partie du continent africain sous la domination directe des Blancs.

La Rhodésie, le pays porte encore le nom d'un des plus farouches colonialistes de la fin du XIX^e siècle. Deux cent vingt mille Blancs y écrasent quatre millions de Noirs. Il ne s'agit pas seulement du territoire rhodésien. Entouré des colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique, c'est une pointe avancée du dispositif dont la forteresse principale est constituée par l'Afrique du Sud, sous la dictature fasciste de Verwoerd.

Les plus enragés des « pieds-noirs » de l'Afrique ont montré, par la déclaration de Ian Smith, qu'ils ne reculeront devant rien pour entraver la libération de l'Afrique et des Noirs du joug colonial. Ces gens-là ne veulent rien entendre, on peut même dire qu'ils ne peuvent rien entendre, rien comprendre, sauf une force supérieure à la leur.

Le néo-colonialisme vaincu par des « pieds-noirs »

Là se trouve le problème. Le chef du gouvernement britannique, le leader travailliste Harold Wilson, a prolongé auprès d'eux les négociations d'une façon humiliante au possible, jusqu'au moment où c'est Smith qui lui a claqué la porte au nez. Mister Wilson a fait savoir **urbi et orbi** qu'il n'emploierait pas la force pour venir à bout de ce qui est officiellement qualifié de « rébellion » des Blancs de Rhodésie. Pour lui, la force ne doit servir qu'à mitrailler le peuple d'Aden ou tout autre peuple colonisé qui veut obtenir son indépendance. Enfin, il a obtenu des Nations Unies qu'elles invitent le monde à exercer des « sanctions » contre les rebelles de Rhodésie, mais des sanctions qui ne fassent pas trop mal !

Tout cela s'explique aisément. M. Wilson ne songe nullement à donner le pouvoir à la majorité de la population de la Rhodésie ; lui aussi trouve qu'elle n'est pas encore suffisamment évoluée pour pouvoir bénéficier de l'indépendance ; il cherche simplement que les Blancs comprennent qu'il faut ménager les formes et laisser entrevoir un avenir encore indéterminé pour que les Noirs gouvernent leur propre pays. Il cherche à obtenir le concours de la partie de la population blanche qui a des relations industrielles et commerciales avec la Grande-Bretagne, contre la partie attachée à la terre et dont l'horizon politique est borné. Une opération similaire est menée en Afrique du Sud, par de très grands capitalistes (ceux qui possèdent les mines d'or et de diamant) qui font profession de libéralisme contre les paysans d'origine hollandaise qui ont lutté pour s'emanciper des Anglais mais non pour libérer « les Cafres ».

L'opération que vise H. Wilson est une opération typiquement « pied-noir ». Peut-elle réussir ? C'est douteux parce que, tandis que les « pieds-noirs » se montrent résolus, les tenants du néo-colonialisme n'osent faire preuve de vigueur. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'une des raisons pour lesquelles Wilson se refuse à employer la force est qu'il n'est pas sûr que les officiers britanniques obéiraient dans le cas où ils recevraient l'ordre de tirer sur les Blancs de Rhodésie.

Les « pieds-noirs » seront vaincus par les Noirs

Les Etats africains, y compris certains liés au néo-colonialisme, ont fortement exprimé leurs inquiétudes, car ils comprennent que ce qui se passe au sud du Zambèze est vital pour toute l'Afrique, pour tous les Noirs. Ils ont également décidé d'agir. Mais leur action n'a pas encore été précisée. Il est probable que des divergences existent entre ceux qui voudraient appuyer l'opération de Wilson mais de façon plus énergique, et ceux qui veulent extirper définitivement le colonialisme sous une forme ancienne ou nouvelle de l'Afrique.

Quoi qu'il en soit, avec « l'indépendance » de la Rhodésie, vient de s'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la révolution africaine, celui d'une lutte désespérée d'une minorité blanche pour conserver des positions privilégiées. Les demi-mesures ne pourront rien donner. La Rhodésie ne deviendra vraiment indépendante que lorsque ses habitants noirs seront armés, qu'un gouvernement noir sera créé qui mènera une lutte armée appuyée par les autres Etats africains et par les révolutionnaires du monde entier, une lutte qui détruira la domination blanche et qui entraînera tout le sud de l'Afrique vers le socialisme.

P. FRANK.

RANÇON POUR RIGUET

Bernard Riguet a été arrêté en Espagne en avril dernier. Il transportait des tracts et des journaux du P.C. espagnol de tendance chinoise, bien qu'il n'appartenait pas à ce courant du mouvement ouvrier. Ailleurs, un tel « crime » ne vaudrait guère qu'une peine légère, voire une simple expulsion. Dans l'Espagne de Franco cela vaut quatre à cinq ans de carcel modelo, c'est-à-dire d'un des plus dur régime pénitentiaire du monde. A moins... à moins qu'en vertu d'une tradition qui relève du brigandage féodal et non d'un code de justice civilisé on ne paie rançon. Celle de Bernard Riguet a été fixée à un million d'anciens francs.

Les militants qui ont quelque idée des prisons espagnoles comprendront qu'il faut aider Bernard Riguet à en sortir. Dons et prêts (remboursables en six mois) sont à adresser au Comité international de Soutien au antifascistes ibériques (C.I.S.A.I.) — C.C.P. M. Lequenne - 264-25 Paris. L'avocat français de Bernard Riguet est Me Bernardin à Lyon.

POURQUOI ETOUFFE-T-ON L'AFFAIRE BEN BARKA ?

LE Général, comme chacun sait, ne badine pas avec l'honneur national. Enlever Mehdi Ben Barka à midi en plein Saint-Germain-des-Près c'était un affront intolérable qui ne resterait pas impuni. Le Général proclama solennellement que les recherches seraient conduites jusqu'à leur terme.

Des semaines se sont écoulées depuis, et l'affaire ne retient plus guère l'attention des journaux. Des consignes d'étouffement ont été, certainement, prodiguées. L'impulsion donnée à retardement à l'enquête pendant un court laps de temps avait établi les ramifications extraordinaires de ce complot. Les réseaux policiers français y étaient autant impliqués que le Ministre de l'Intérieur marocain, le sinistre Oufkir. Le C.I.A. américain a tiré les ficelles dans la coulisse.

Un des éléments importants de cette affaire, c'est précisément cette collaboration étroite qui s'est établie entre les polices et services spéciaux des diverses puissances occidentales. L'inspecteur Souchon qui a été arrêté n'a pas caché qu'il avait informé ses collègues et ses supérieurs de l'opération qu'il avait entreprise en compagnie de Lopez, agent des services de contre-espionnage français.

Il ne fait donc pas de doute que les plus hautes instances du Ministère de l'Intérieur et Monsieur Frey, en personne, étaient informés de cet enlèvement le jour même, ou le lendemain au plus tard. Les nombreux appels téléphoniques entre Lopez et Oufkir n'ont pas pu échapper aux services d'écoute des renseignements généraux. Oufkir et ses séides ont pu, néanmoins, se rendre à Paris pour y faire exécuter l'assassinat de Ben Barka ou son transport à destination du Maroc, sans être le moins du monde inquiétés. Même après avoir été kidnappé à Saint-Germain-des-Près, Ben Barka pouvait être encore sauvé par une intervention rapide des autorités françaises.

Nul ne nous fera admettre, du reste, que ces autorités ignorent le sort qui a été réservé au leader marocain, et leur silence à ce sujet est une manifestation complémentaire de leur complicité.

Il est regrettable, qu'en cette circon-

tance, les organisations ouvrières n'aient pas réagi avec une plus grande vigueur afin de faire éclater cette complicité du gouvernement français et de sauver Ben Barka, s'il en était encore temps.

M. A.

Saisies

Le Monde Libertaire a été saisi par deux fois consécutives en Algérie. Un de ses rédacteurs nous demande de protester contre une telle mesure qui a frappé notre organe depuis septembre. Nous pensons que la plus efficace des protestations est de dénoncer de telles saisies devant le mouvement ouvrier. La saisie de la presse révolutionnaire par un régime qui se réclame encore du socialisme le juge. Elle manifeste à la fois sa faiblesse et sa peur des masses.

Le même rédacteur du Monde Libertaire nous communique également une coupure de presse de Juvénal à qui il a aussi demandé à se joindre à sa protestation et qui se déclare prêt à s'y associer tout en rappelant que les journaux d'extrême-gauche n'ont pas protesté contre la saisie de journaux d'extrême-droite, sous Ben Bella.

Il est des alliances que nous ne recherchons pas et n'acceptons pas davantage. La liberté de la presse est un leurre en régime capitaliste et nous pensons que la démocratie prolétarienne n'aurait pas à donner la liberté aux ennemis de la liberté.

Sous Ben Bella, nous avons été saisis deux fois (il est vrai que c'était chaque fois pour des critiques qui déplurent aux militaires). Nos protestations n'ont pas été adressées à la presse bourgeoise, ni au nom d'une liberté abstraite de la presse, mais au nom de la démocratie socialiste. C'est en fonction de ce principe que nous soutenons la protestation du Monde Libertaire sans considération de ce qui peut nous opposer politiquement. Mais pour la même raison nous repoussons la main tendue de Juvénal, sous le règne des amis duquel nous n'aurions pas à protester contre des saisies, pour la bonne raison que nous serions en camp de concentration.

« Un peuple qui en opprime un autre

ne saurait être un peuple libre »

INDÉPENDANCE POUR LES KURDES

Le 22 novembre 1965, le message suivant a été envoyé au maréchal Arif, Président de la République irakienne. Ce message est rédigé par le « Comité de Solidarité à la Révolution kurde ». Nous donnons ci-après le texte de ce message :

« Les soussignés, vivement émus par l'annonce de la reprise des hostilités entre le gouvernement de Bagdad et le mouvement national kurde dans le Nord de l'Irak,

— Expriment leur sympathie et leur appui à la juste lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux légitimes, sous la direction du Parti démocratique du Kurdistan, et à celle du peuple irakien tout entier pour le rétablissement de la démocratie en Irak ;

— Condamnent énergiquement la guerre de reconquête coloniale menée par le gouvernement irakien contre l'héroïque peuple kurde et la répression des forces démocratiques arabes ;

— Tiennent à souligner le fait que leur démarche n'est en rien dictée par une hostilité quelconque envers le mouvement arabe de libération nationale, bien au contraire, qui pourrait, par son alliance avec le mouvement kurde, empêcher l'impérialisme (en particulier anglo-américain), de tirer profit de la situation, assurer aux deux peuples arabe et kurde la satisfaction simultanée de leurs aspirations nationales et consolider l'amitié et la solidarité arabo-kurde ;

— Considèrent le mouvement de libé-

ration kurde comme une partie intégrante du mouvement de libération nationale des peuples colonisés et nations opprimées des pays d'Afrique et d'Asie et qui, de ce fait, a droit à l'appui de toutes les nations indépendantes de ces deux continents ;

— Invitent les organisations internationales et toutes les forces progressistes dans le monde à intervenir auprès du gouvernement irakien pour le presser de résoudre pacifiquement la question kurde, en accordant au peuple kurde l'autonomie dans le cadre de la République irakienne ;

— Demandent aux organisations de bienfaisance (et en particulier au Comité international de la Croix-Rouge et au Secours populaire français) de faire parvenir toute l'aide nécessaire aux victimes de la guerre et à tous les hommes libres de condamner les bombardements de populations civiles et l'incendie des villages kurdes, au nom des simples principes humanitaires ».

Parmi les signataires de cet appel figurent notamment les noms de :

- Olivier Brown, rédacteur de la revue écossaise *Forward Scotland* ;
- Dr Andrea Chiti-Batelli, secrétaire du Sénat italien, secrétaire de la section de Rome du Mouvement fédéraliste européen ;
- Marcel Cohen, professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Paris) ;
- Aldo Dami, professeur à l'Université de Genève ;

— Pierre Frank (IV^e Internationale) ;
— Gillet, secrétaire national des Etudiants du Parti Socialiste Unifié ;

— Vladimir Janklevitch, professeur à la Faculté des Lettres de Paris ;

— Gilbert Lazard, professeur à l'Ecole des Langues Orientales de Paris ;

— Pierre Naert, professeur à l'Université de Turku (Finlande), secrétaire général de l'Association Internationale pour la défense des langues et cultures menacées ;

— Maxime Rodinson, professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Paris) ;

— Laurent Schwartz, professeur à la Faculté des Sciences de Paris ;

— Michel Blum, Michel Bottin, Michel Galloy, Serge Thion, Yves Toul, Jean-Pierre Viennot, etc.

Les organisations suivantes :

— Etudiants du Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) ;

— Union Démocratique Bretonne ((U. D.B.) ;

— Association des Amis du peuple kurde dans les pays arabes (Liban) ;

— Parti Nationaliste Occitan (P.N.O.) ;

— Comité de Solidarité à la Révolution Kurde ;

— Mouvement ENBATA (nationalistes basques).

Les nouvelles adhésions sont reçues à l'adresse suivante :

M. Nirvan, Librairie de l'Etoile, 28, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris (5^e).